



Duarte, le funambule du Salvador

intérêts économiques (...) et touchent nos intérêts stratégiques; en d'autres termes, elles représentent une menace pour la région en cause, pour les relations entre nos alliés et pour la paix mondiale.

Comment ces nouvelles priorités explicites, commerce et intérêts militaires, se manifestent-elles dans la politique canadienne actuelle dans la région?

Les intérêts économiques y sont pour le moment assez bien servis. L'accroissement constant de nos exportations devrait se maintenir, surtout après le déménagement de Miami à Toronto de la mission commerciale nicaraguayenne en Amérique du Nord: comme quoi une attitude indépendante peut être lucrative. En même temps, on a repris l'aide au Salvador.

Pour lui donner un cachet nouveau, cependant, le gouvernement annonçait, au printemps 1985, que c'est à l'Association nationale de l'entreprise privée du Salvador que les huit millions de dollars seraient versés par l'ACDI! Le fait que l'ANEP soit une base de l'extrême-droite anti-Duarte ne semble pas préoccuper les artisans de la nouvelle politique! De toute façon, les fonds devront servir à l'achat de biens et de services canadiens.

Le point le plus délicat touchant l'Amérique centrale demeure pourtant celui de la sécurité. Les États-Unis «avec lesquels il existe un large consensus sur les grands objectifs et les orientations fondamentales», après avoir accusé le

Nicaragua d'exporter sa révolution, disent maintenant que «son gouvernement est illégitime et doit être renversé». Or le Canada soutient toujours Contadora, qui préconise des négociations en vue d'une solution pacifique; il a même offert ses services de médiateur! On voit difficilement comment il pourra longtemps maintenir cette position tout en continuant d'être d'accord avec les États-Unis sur les «orientations fondamentales»...

### La marge de manoeuvre rétrécit

Si on passe en revue les déclarations et les actions concrètes du gouvernement canadien, depuis sept ans qu'une situation de guerre existe en Amérique centrale, on peut dégager les points suivants.

1) Le gouvernement a disposé et dispose encore d'une marge de manoeuvre réelle. Comme le souligne Baranyi, on ne peut pas dire que ses positions soient la copie conforme de celles du géant du sud, même si les convergences augmentent entre les deux pays.

2) Cette marge de manoeuvre est variable. C'est vers 1980 que le Canada poursuit dans la région la politique la plus indépendante des États-Unis: dénonçant explicitement les violations des droits de l'homme au Salvador et condamnant

(implicite) l'engagement militaire américain dans la région. Il reconnaît également la légitimité du régime sandiniste, encore qu'il faudra deux ans avant qu'il ne débloque une aide concrète en direction de Managua.

Par la suite, les différences avec les États-Unis s'atténuent, en même temps que les intérêts économiques et la «défense des valeurs de l'Occident» prennent le pas sur la «coopération avec le tiers monde» au niveau du discours. Les Conservateurs ne font ici que progresser dans la direction prise par les Libéraux lors du virage de 1981-82.

3) Quels facteurs ont pu influencer ce réalignement? Je suggère qu'il faut placer au premier rang des facteurs internes la perception d'un «glissement à droite» au sein de la population, suite à la crise économique et aux désillusions à l'égard des possibilités de changement dans le tiers monde. Bien que des groupes de pression progressistes et pacifistes continuent de se manifester régulièrement (et possèdent sans doute un poids plus grand ici qu'aux États-Unis, du moins au sujet de l'Amérique latine), le gouvernement sent qu'il a les coudées plus franches pour obéir aux seuls intérêts économiques. L'aide humanitaire est de plus en plus limitée aux 11% des ONG.

4) Le facteur externe le plus important est sans contredit la nouvelle philosophie qui, depuis 1981, irradie de la Maison blanche: alors que le président Carter, plus proche des vues de P.E. Trudeau, appuyait jusqu'au début de 1980 des régimes centristes et réformistes, Ronald Reagan place tous ses espoirs et une aide imposante dans des régimes autoritaires de droite. Sous sa présidence, les États-Unis regagnent en Occident une hégémonie qu'on croyait perdue, comme l'avoue assez candidement le Livre gris<sup>10</sup>.

Présentement on peut craindre que le Canada, s'alignant encore davantage sur les États-Unis, n'en vienne bientôt à limiter sa politique indépendante au seul domaine de l'aide humanitaire et des réfugiés. Dans le contexte des négociations en vue du libre-échange entre les deux pays, les États-Unis sont en position d'offrir des avantages économiques beaucoup plus importants que le monopole du commerce avec le Nicaragua dont nous jouissons maintenant. Il n'en est que plus urgent de renforcer les pressions conjuguées des groupes populaires, syndicaux, pacifistes et religieux, pressions qui ont rendu possible dans le passé une politique canadienne plus favorable aux peuples d'Amérique centrale. ■

10. Cf. p.31.

Un défi

## ÉDUCER À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

par Fabien Leboeuf

Recherchiste à Développement et Paix<sup>1</sup>

Souvent terrain d'affrontement et de domination, l'action économique peut ouvrir des dialogues et susciter des coopérations. Pourtant elle risque d'absorber à l'excès les forces de la liberté. C'est pourquoi le passage de l'économique au politique s'avère nécessaire. (Octogesima adveniens, no 46)

Éducation au développement, formation de l'opinion publique, sensibilisation, conscientisation, éducation à la solidarité internationale... Le langage reste imprécis, parce que l'expérience, jeune encore, cherche ses voies, mais aussi parce que les analyses et les approches divergent.

### Un phénomène récent

Quoi qu'il en soit, et sans prétendre naïvement que le monde a commencé avec la dernière pluie, l'éducation à la solidarité internationale est un phénomène récent au Québec. Les orga-

nismes de coopération internationale (OCI) sont eux-mêmes jeunes; l'éducation l'est encore plus, les OCI naissants s'étant surtout préoccupés de leurs campagnes de financement et de leurs projets «outré-mer». Dans les meilleurs des cas, ces «levées de fonds» se sont voulues éducatives et ont refusé de faire appel aux préjugés habituels sur le tiers monde.

L'éducation a donc dû tailler sa place dans les OCI. Cela a occasionné des débats parfois douloureux. On craignait que l'éducation, nécessairement plus «politique», compromette les campagnes de financement, que le public retire son appui, que les gouvernements bailleurs de fonds refusent leurs subventions. Ces craintes ne se sont pas avérées complètement dénuées de fondement. L'ACDI (Agence canadienne de développement international) n'a pas hésité à menacer quelques OCI de leur couper les vivres s'ils maintenaient certains programmes éducatifs, par exemple contre la militarisation, ou encore contre des compagnies canadiennes complices de l'exploitation du tiers monde. Le SUCO (Service universitaire canadien outre-mer), qui s'est vu complètement rejeté par l'ACDI, illustre de manière typique le cas limite de cette répression.

Pour ces raisons, et d'autres également liées à une pauvre compréhension du tiers-monde, plusieurs OCI refusent encore d'assumer leur tâche éducative, et recourent aux pires sentiments et clichés misérabilistes pour «accroître leur levée de fonds». D'autres, telle l'AQOCI (Association québécoise des organismes de coopération internationale), qui avaient commencé de l'assumer, ont

reculé devant les difficultés et les pressions, et se sont rabattus sur les campagnes d'image publique».

L'éducation à la solidarité internationale a tout de même fait son chemin. Le nombre de «grandes ONG»<sup>2</sup> qui s'y risquent est encore petit, mais deux catégories d'institutions ont parcouru une trajectoire rapide. La première comprend un grand nombre de carrefours régionaux de solidarité internationale (Alma, Lanaudière, Trois-Rivières, Québec, Rimouski, Thetford-les-Mines, Sherbrooke...) et de comités de solidarité spécialisés sur un pays ou un thème (Afrique du Sud, Nicaragua, Philippines, El Salvador, Argentine...) qu'on a vus naître depuis quelques années au Québec. Ces groupes ont de la difficulté à trouver l'argent et les ressources dont ils ont besoin, peut-être précisément à cause de la qualité de leur travail, qui fait peur.

Dans la deuxième catégorie, on trouve les syndicats (la CSN et la CEQ ont créé des instances d'éducation à la solidarité internationale), les groupes populaires (par exemple, la table ronde des OVEP<sup>3</sup> de l'Outaouais inscrit chaque année la solidarité internationale à son programme de travail), les groupes de femmes, les groupes de jeunes, etc. Une conception très dynamique de la solidarité internationale y prend forme: la solidarité entre groupes de base d'ici et groupes similaires dans le tiers monde sur une base d'égalité et de soutien mutuel dans les luttes. Cette forme de solidarité ne se trouve évidemment pas facilement du financement, surtout de la part des gouvernements et d'une majorité d'ONG, et ces groupes doivent d'abord compter sur leurs propres moyens.

## Une conception neuve

La conception même de l'éducation à la solidarité internationale a beaucoup évolué. Les organismes n'en sont pas tous au même stade. Pour résumer de façon schématique le chemin parcouru, on peut dire qu'on est passé de «l'appel à l'aide» à «l'éducation à la solidarité internationale». L'histoire de Développement et Paix est ici instructive et représentative. Dans les années 70, on proclamait: «Donnez-leur vous-mêmes à manger»; dans les années 85, on invite plus humblement: «Appuyons leurs projets».

C'est que durant cette quinzaine d'années d'expérience, on a appris que le sous-développement est un phénomène provoqué. Il n'est le fruit ni du hasard, ni de la destinée, ni de la volonté de Dieu. Les situations de pauvreté sont en fait des situations d'exploitation et d'oppression. Et les agents premiers de libération et de développement sont les peuples du tiers monde eux-mêmes, dont il faut appuyer les luttes et les stratégies. Les «projets de développement», méga ou micro, et mêmes les bons, aggravent le problème s'ils ne se situent pas dans cette perspective globale.

Les OCI et les groupes qui s'efforcent de réaliser une telle tâche d'éducation font face à des difficultés de divers ordres. Ils ont mauvaise presse; on les accuse immédiatement de faire de la politique au lieu de pratiquer la charité, de toujours présenter le même côté de la médaille, de favoriser objectivement

sinon intentionnellement l'expansion du péril rouge... Leurs moyens d'action sont infimes en face des puissantes campagnes de désinformation orchestrées par les gouvernements, et dont l'affaire de «l'Iranganate» nous permet de nous faire une idée.

Leurs efforts viennent se briser contre le sentiment d'impuissance de la population face à la complexité des situations et à la toute-puissance militaire et financière des oppresseurs. Viennent s'ajouter les sempiternels préjugés sur les peuples du tiers monde, alimentés non seulement par l'ensemble des institutions idéologiques officielles mais par certains OCI eux-mêmes: «ils sont paresseux, ignorants, arriérés»; «ils font des p'tits au lieu de travailler»; «il ne pleut pas».

## De grands défis

Les défis à relever sont nombreux et grands. Quelques OCI, heureusement, dont Développement et Paix, jouissent d'un appui financier et moral de plus en plus solide dans leur détermination à y faire face. Le premier de ces défis consiste à assumer vraiment et pleinement la tâche d'éducation, avec les difficultés et les risques qu'elle comporte. Dans l'accomplissement de cette tâche, il faudra dépasser les idéologies déve-

loppementistes et tiers-mondistes, pour mettre de l'avant une analyse économique et politique globale et engager les actions audacieuses qu'appelle une authentique solidarité internationale.

Les OCI devront sortir de leur isolement, d'une double façon: faire la jonction avec les forces populaires organisées d'ici, et ensemble appuyer les forces populaires organisées du tiers monde; sortir du cadre plutôt restreint des initié-e-s internationalistes et inventer des pédagogies nouvelles et créatrices, capables de convaincre le public. Certaines luttes appellent leur engagement immédiat et sans restrictions: celle du peuple palestinien, du peuple sud-africain, du peuple nicaraguayen... Les OCI auront la tâche peu facile de maintenir et même de renforcer leurs sources de financement, parfois compromises par ces responsabilités qu'ils assument à l'encontre des courants dominants.

D'un grand nombre d'institutions catholiques, au tournant des années 70, le *Rapport Dumont* disait qu'elles se chauffaient les pieds sur la bavette du poêle pendant que la tempête soufflait à l'extérieur. Déjà dans *La petite peur du XXème siècle*, E. Mounier s'interrogeait sur les vertus blêmes des gens qui, du parvis des temples, regardent les hommes et les femmes se débattre dans les courants tumultueux de l'histoire pour construire des cités humaines un peu meilleures.

Pendant que les peuples du tiers monde luttent pour sortir de l'oppression séculaire dans laquelle on veut encore aujourd'hui les maintenir, que ferons-nous? ■

## médium

revue de vulgarisation scientifique disponible en kiosque et librairie

rapporte l'essentiel de la recherche et de l'information dans les divers secteurs des sciences humaines et de la pratique sociale: arts, philosophie, science, religion, politique, économie, travail, technologie, loisirs...

- No 25 - *Éthiques et technologies nouvelles*  
No 26 - *Persuasion pacifiste et dissuasion nucléaire: comment garantir la paix et non la guerre*  
• Émergence du pacifisme mondial  
• Le Tiers Monde: retombées de la guerre froide

- Liban: au delà des attentats à la bombe  
• L'heure des nouvelles solidarités planétaires  
• Elie Wiesel: l'indifférence a produit Auschwitz  
• Les chrétiens et la non violence agressive  
No 27 - *La personne: droits théoriques et droits réels*

Le numéro: 2,50 \$ - L'abonnement (4 nos): 10,00 \$

Commandes et chèques a/s de Corporation Axios 3226 ave Lacombe, Montréal, Québec, H3T 1L7

# dépêches

L'année 1987 a été désignée **Année internationale du logement des sans-abri**. Les Nations unies espèrent ainsi susciter études et actions sur les perspectives et les priorités des pauvres en fait de logements et de quartiers. Au pays, le Conseil canadien de développement social (CCDS) compte répondre à cet appel de deux manières. D'abord, par l'entremise d'un sondage auprès des organisations et des institutions canadiennes qui offrent un logement et des services connexes aux sans-abri. On veut ainsi mieux connaître à la fois la nature et l'ampleur du problème et les solutions qui s'imposent. Par la suite, le CCDS compte organiser un atelier sur le sujet dans chaque province de manière à donner une voix aux sans-abri et aux organismes qui les aident. Pour plus de détails sur ces projets, adressez-vous au CCDS, 55 avenue Parkdale, Ottawa, K1Y 4G1.

De plus en plus de chrétiens d'Amérique latine s'inquiètent de l'impact de l'arrivée massive sur leurs écrans de télévision d'émissions conçues et financées par de célèbres «preachers» américains. Ces «Églises électroniques» font peur pour plusieurs raisons. Dans un rapport préparé par le Centre latino-américain d'études religieuses, on dénonce tout particulièrement l'individualisme prôné dans ces émissions. Selon les auteurs du rapport, ces émissions présentent la Bible comme un simple produit commercial et misent sur le sensationnalisme pour semer la confusion entre la volonté divine et les bénéfices matériels. Ces craintes ne sont pas sans fondement: il suffit de penser au succès des mouvements fondamentalistes, en Amérique centrale. Au Costa-Rica, par exemple, les protestants qui représentaient 2% de la population totale, il y a 10 ans, en regroupent maintenant 10%. (IPS/AFP).

Du 26 février au 1er mars 1987, Gatt-Fly organise une conférence oecuménique sur le **libre-échange, l'indépendance économique et la justice**. Cette conférence, qui aura lieu à Ottawa, est le fruit d'une collaboration entre les Églises épiscopale, luthérienne, presbytérienne, catholique et unie. Parmi les objectifs de la conférence, signalons l'exploration des fondements éthiques et théologiques d'actions éventuelles concernant les questions de libre-échange et d'indépendance économique. On tentera de replacer la question du traité bilatéral de libre-échange dans un contexte global et d'explorer la piste de l'indépendance économique comme solution aux problèmes du pays. GATT-Fly, 11, Madison avenue, Toronto, Ontario M5R 2S2 - tél.: (416) 921-4615.

La Fédération internationale des droits de l'Homme a salué avec émotion la reconstruction de la **Ligue polonaise des droits de l'Homme** qui avait disparu après la Seconde Guerre mondiale. Depuis, quelques organisations polonaises, dont le Comité de défense des ouvriers (KOR) ou le Comité Helsinki, ont tenté de défendre les droits humains, mais elles ont toutes dû cesser leurs activités, souvent à cause de l'emprisonnement de leurs leaders. Il s'est ainsi créé un vide en matière de défense des droits humains, qu'il était urgent de combler. On espère que la nouvelle ligue pourra fournir aux Polonais une véritable structure indépendante des autorités gouvernementales, capable de contribuer à leur assurer la jouissance effective de leurs droits. (La Lettre de la FIDH)

Plus de 150 000 personnes ont répondu à l'appel des responsables de la campagne «**Un F-18 pour la Paix**». On se souvient que l'Assemblée de évêques du Québec, par son comité des Affaires sociales, avait participé à la campagne avec d'autres groupes religieux comme les Églises anglicane, unie et mennonite. Les pétitions ont circulé dans 1620 paroisses et près du tiers ont répondu à l'appel avec une célérité remarquable. Par ailleurs, un grand sondage, réalisé pour le compte de la revue *L'actualité religieuse dans le monde* (no 38), révèle que, aux États-Unis, 72% des protestants, 64% des catholiques, 60% des juifs, 33% des croyants des autres religions et 38% des non-croyants voient les religions comme des facteurs de paix. Le sondage a aussi été réalisé en France, en Suisse, en Allemagne, en Israël et au Chili, ce qui permet de constater des différences importantes entre pays.

Cinq organismes sont à préparer la **Marche-célébration** qui se déroulera cette année encore pour commémorer l'anniversaire de l'assassinat de Monseigneur Oscar Romero (24 mars 1980). Reprenant le thème des sans-abri, mis de l'avant par les Nations unies, les participants à cet événement souligneront la situation dramatique des réfugiés centre-américains confinés dans des camps sous surveillance militaire, celle des familles déplacées et celle des victimes des tremblements de terre. On insistera aussi sur les difficultés des locataires face au «marché du logement» au Québec même. Pour plus d'information, on peut s'adresser au Social Justice Committee, (514) 933-6797 ou au Comité pour les droits humains en Amérique latine, (514) 387-2541.